

**OUI aux postes, NON aux compromis des partis
gouvernementaux sur le dos du personnel :**

TOUTES ET TOUS EN GREVE JEUDI 3 DECEMBRE DES 15H

Rassemblement dès 15h45 au Parc des Chaumettes (devant les HUG)

→ 16h15 : Prises de parole

→ Assemblée du personnel en plein air et vote d'une résolution sur la suite de la mobilisation à 16h45

→ 17h00 : Applaudissements aux collègues et personnel soignant : Soyons nombreux et nombreuses pour accueillir nos collègues de la fonction publique

Venez masqué.e.s avec vos blouses & vestes : blanches, vertes, grises et respectez les gestes barrières !

Dans le cadre des négociations sur le projet de budget 2021, le 17 novembre, les partis gouvernementaux ont conclu un accord qui vise à sacrifier un acquis du personnel : **l'annuité 2021** (pourtant inscrite dans la loi) en échange de **353 postes** ô combien nécessaires mais largement insuffisants. De plus, non seulement il ne s'agit pas que de postes fixes (62 sont à durée déterminée), mais une partie de ces postes aurait dû déjà être votée en 2020. La valeur de ces postes est de 353 millions, alors que la suspension de l'annuité vaut 55,2 millions. Le SSP et le SIT dénoncent cet accord scandaleux qui permet de faire des économies sur le dos du personnel et exige le retrait du projet de loi 12780 (qui s'attaque aux annuités 2021) et les autres mesures d'austérité prévues dans le plan financier quadriennal (PFQ 2021-2024) qui représentent des **baisses salaires pour le personnel de 5 à 8% sur 4 ans !**

Pour l'instant le projet de budget 2021 n'est pas encore approuvé, il sera débattu au parlement le 3 et le 4 décembre. Par conséquent la lutte doit se poursuivre : mobilisons-nous pour défendre nos conditions de travail et des prestations de qualité à la population !

La lutte a porté ses fruits, elle doit continuer ! La mobilisation exemplaire du personnel de cet automne a enterré le projet de baisse de salaires de 1% du Conseil d'Etat ainsi que le projet de loi visant à augmenter drastiquement les heures d'enseignement des profs du CO. Cette même détermination est nécessaire aujourd'hui pour lutter contre les autres mesures d'austérité (la suspension des annuités en 2021 et 2023, la non-indexation des salaires pendant 4 ans ainsi que la hausse de la part salariale des cotisations à la CPEG) et pour obtenir les postes nécessaires au bon fonctionnement des services publics.

Renforçons les services publics pour sortir de la crise ! Les 353 postes proposés par le Conseil d'Etat pour toute la fonction publique dans son projet de budget restent insuffisants. Le SSP et le SIT attendent dès lors le triplement des postes prévus au budget 2021. Un minimum, sachant que même Mauro Poggia lui-même le répète depuis 2015 -soit avant la pandémie actuelle- en prétendant **qu'il faudrait créer plusieurs centaines de postes par an, dans les hôpitaux, à l'IMAD, dans les EMS, pour faire face aux besoins liés au vieillissement de la population!** Rappelons qu'aux HUG les 370 postes « covid » ne font pas partie de la dotation de base.

Mobilisons-nous pour exiger une vraie reconnaissance du personnel au front pendant la pandémie ! Le personnel des HUG, s'est investi sans relâche dans un contexte de risque accru pour sa santé, de conditions de travail dégradées et d'un manque d'effectifs chronique. Pour l'instant les demandes de reconnaissance sous forme de revalorisations salariales et de primes restent lettre morte. Pire encore c'est l'envers qui reste d'actualité.

Restons donc mobilisé-e-s ! Non seulement au sujet des annuités et des postes plus que jamais nécessaires face à la catastrophe sanitaire et sociale qui s'annonce, mais également concernant le projet de loi qu'entend déposer le CE sur la nouvelle répartition des cotisations employé-e-s/employeurs-euses. Cette nouvelle attaque sur nos retraites sera certainement la mère de toutes les batailles pour l'année 2021.

Nous demandons, une nouvelle fois, que le CE prenne des mesures urgentes pour une sortie de crise par le haut : un effort, avec un impôt de « solidarité », aux grandes fortunes et aux entreprises qui distribuent leurs gains aux actionnaires ; interdiction des licenciements pendant la pandémie aux entreprises qui reçoivent des aides de l'Etat. Il s'agit aussi de venir en aide aux salarié-es du secteur privé et aux petit-es indépendant-es durement éprouvé-es par la situation actuelle et les conséquences d'une crise économique qui s'annonce catastrophique.

Mais pour qu'un budget de crise au service de la grande majorité de la population soit voté par le Grand Conseil les 3 et 4 décembre prochain, **la mobilisation la plus massive est indispensable lors de la grève du 3 décembre pour construire un rapport de force en faveur du personnel des services publics. Ce n'est pas en diminuant les salaires des fonctionnaires qu'on élève les salaires du privé !**